<antichrist>
L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL ORDINAIRE..... $10 }
TROIS FOIS PAR SEMAINE.. $10 } payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 15 JUILLET 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
</antichrist>

La discussion du Sénat des Etats-Unis sur le bill créant une banque nationale fixe au plus haut degré l'attention publique. Le besoin d'une institution législative est tellement senti par l'immense majorité des citoyens qu'il est difficile de concevoir que son adoption puisse un seul instant être douteuse. Cependant nul n'oserait prédire quel sera le sort de ce bill et utile et si important, quelque le soin que la prudente comité de le dépouiller de la plupart des dispositions capables de blesser certaines susceptibilités de quelques membres du parti conservateur. C'est qu'il se trouve un point sur lequel tout compromis paraît impossible entre les diverses fractions du parti de l'administration. Le comité spécial de M. Clay, son président, que le bill ne doit pas contenir la disposition que portait le projet du secrétaire de la trésorerie "assujettissant l'établissement des succursales ou agences chez à l'autorisation préalable des divers Etats." Tandis que M. M. Rives, M. Preston et quelques autres sénateurs pensent que le bill doit contenir cette disposition.

Les conservateurs disent accéder à cette restriction qui n'est pas d'une grande importance, et nous croyons sur d'autres points. Cette concession ne sauvait d'ailleurs affecter en rien votre droit, et, c'est le seul moyen d'assurer la passation du bill." Des whigs méticuleux disent: " Nous croyons la restriction des conservateurs plus importante qu'ils ne pensent et qui plus est, nuisible à l'institution pour notre opinion; mais nous croyons que cette concession peut être faite sans affecter notre droit et nous avons la juste conviction qu'à moins d'y accéder le bill ne passera pas cette session." Les autres sénateurs whigs disent: " La concession est de la plus haute importance puisqu'elle affecte l'audité et peut atteindre l'existence même de la Banque. D'ailleurs cette concession ne saurait manquer d'être considérée comme un abandon du droit contesté depuis dix ans au Congrès, d'établir une Banque Nationale. Enfin les libéraux disent: " nous ne voulons pas de votre bill sous aucune forme."

Ainsi le Sénat se trouve maintenant, comme on se trouver la chambre lorsque la question fut sera soumise, divisée en quatre portions d'amis: les conservateurs qui veulent que les branches ne puissent être établies sans l'autorisation préalable des Etats; les whigs ennemis qui, tout en condamnant la disposition comme mauvaise en soi, l'admettent cependant comme un pas aller dans la persuasion que c'est une condition sine qua non de l'incorporation de la Banque; les whigs indépendants qui repoussent une mauvaise idée, sentant sans se préoccuper des conséquences, et les libéraux qui veulent tout ce qui est non établie pour faire échouer le bill.

Les conservateurs ont longtemps soutenu avec les libéraux que la Congrès n'avait pas d'après la Constitution le droit d'incorporer une Banque Nationale. Et maintenant ils sont pas avoir franchement qu'ils se sont trompés, ils veulent imposer une condition légitime, un terme moyen qui ne décide rien, un précédent qui peut compromettre jusqu'à l'existence de l'Union et des libertés publiques. Cette qu'il leur faut une constitution de consolidation.

Si le droit du Congrès d'établir une Banque Nationale est incontestable, prouvé, il n'aura jamais un droit incontestable sur la terre. La première partie par les auteurs même de la Constitution, c'est à dire par ceux qui devaient le mieux savoir ce que cette partie avait permettait et ce qu'il défendait, elle a été approuvée par George Washington, par le plus scrupuleux et sévère et sûr républicain des Etats-Unis, par le plus éminent homme d'Etat qui ait jamais existé. Et cette Banque Nationale a été incorporée en vertu de cette grande autorité, et sur l'opinion des hommes d'Etat les plus éminents de l'époque. Si la nouvelle Banque Nationale n'a pas le même droit, si elle ne jouira pas des mêmes privilèges, si elle ne remplit pas les mêmes fonctions que celle créée par Washington, elle ne sera plus la même institution, elle ne sera plus la Banque Nationale que le peuple a voulu établir, et qu'il veut établir. Ce sera une institution nouvelle, une institution qui n'aura pas été sanctionnée par le peuple, une institution qui ne sera pas la Banque Nationale que le peuple a voulu établir, et qu'il veut établir. Ce sera une institution nouvelle, une institution qui n'aura pas été sanctionnée par le peuple, une institution qui ne sera pas la Banque Nationale que le peuple a voulu établir, et qu'il veut établir.